

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Mission de maîtrise d'œuvre TCE pour la rénovation  
et mise aux normes du restaurant d'application du  
site de formation Laho à Laon

CCIR-AISNE-2024-83

## PREAMBULE

---

L'objet du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est d'apporter au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre – approuvé par l'arrêté ministériel du 30 mars 2021 – les précisions et dérogations nécessaires au bon déroulement des opérations.

L'attention du titulaire du présent marché public est donc portée sur le fait que toutes les stipulations dudit CCAG sont applicables en ce qu'elles ne sont pas modifiées ou annulées par le présent cahier ou par les actes pris sur la base du présent document.

**En conséquence, le titulaire ne peut se prévaloir de méconnaître les dispositions du CCAG-MOE.**

## ARTICLE 1. NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

---

**CCI de région HAUTS-DE-FRANCE**

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

La présente consultation est passée pour les besoins de la CCI locale de l'Aisne.

## ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION

---

Le présent contrat porte sur la réalisation d'un programme concernant les travaux du CFA LAHO de LAON.

Estimation financière des travaux : 350 000 € TTC.

Périmètre des travaux : 230 m<sup>2</sup>

Type d'établissement : ERP type RH – N – W - X

Lieu d'exécution : 3 rue des Minimes - 02000 LAON

### 2.1. Contexte du Projet

Le CFA LAHO de Laon, créé en 1981, offre une formation variée aux apprentis dans les domaines de la cuisine, du service en restaurant et de l'hôtellerie. Actuellement, le centre propose sept formations allant du CAP au BTS, répondant ainsi aux besoins des secteurs de l'hôtellerie-restauration.

### 2.2. Description des Locaux Existants

Le restaurant d'application, construit en 1981, n'a pas bénéficié de travaux de rénovation depuis son ouverture. Sa superficie totale est de 80 m<sup>2</sup>, dont 15 m<sup>2</sup> sont consacrés aux vestiaires et sanitaires. Initialement conçu pour accueillir uniquement des apprentis en CAP, le restaurant dispose d'une capacité d'accueil de 18 couverts. Cette configuration actuelle ne permet pas une organisation optimale des examens et des activités de formation.

Les éléments suivants nécessitent une attention particulière :

- **État général** : l'espace bar, les sols, les murs et les plafonds sont défraîchis et usés, ce qui nuit à l'image et à la fonctionnalité de l'établissement.

- **Sanitaires** : les installations actuelles ne sont pas adaptées aux personnes à mobilité réduite (PMR), en contradiction avec les normes d'accessibilité en vigueur.

### 2.3. Objectifs du Projet

Le projet de rénovation vise plusieurs objectifs :

- **Agrandissement** : augmenter la capacité d'accueil du restaurant d'application en intégrant une partie de la salle de déjeuner adjacente, d'une superficie de 150 m<sup>2</sup>, qui était dédiée aux internes et demi-pensionnaires et qui n'est plus utilisée à cet effet.
- **Rénovation** : moderniser le restaurant pour en faire un véritable plateau technique, améliorant ainsi l'accueil des clients et l'apprentissage des alternants.
- **Mise aux normes PMR** : adapter les sanitaires aux normes d'accessibilité pour garantir que toutes les personnes, quel que soit leur niveau de mobilité, puissent y accéder.

### 2.4. Détails de l'Agrandissement et de la Rénovation

- **Modification de l'Espace** : La salle de déjeuner, d'une surface de 150 m<sup>2</sup>, est actuellement inutilisée. Une cloison amovible sépare le restaurant de cette salle. Le projet prévoit de déplacer cette cloison pour agrandir le restaurant, augmentant ainsi significativement le volume de la pièce.
- **Aménagement de l'Espace** :
  - **Espace Bar Restaurant** : 100 m<sup>2</sup>, permettant une meilleure circulation et un service optimisé.
  - **Espace Salon** : 30 m<sup>2</sup>, comprenant un vestiaire pour les apprentis.
  - **Salle de Déjeuner** : 100 m<sup>2</sup>, où les apprentis pourront déjeuner confortablement.
  - **Sanitaires** : conformes aux normes PMR, intégrant une ventilation mécanique contrôlée (VMC) pour assurer le confort des usagers.
  - **Accessibilité** : aménagement d'un accès direct (ouvert au public) à la salle de restaurant depuis l'extérieur du site
- **Harmonisation Esthétique et Pratique** : L'ensemble de l'espace sera entièrement rénové et modernisé afin de garantir une cohérence esthétique et une meilleure circulation, favorisant ainsi une ambiance accueillante et fonctionnelle.

En conclusion, ce projet de rénovation et d'agrandissement est essentiel pour le CFA LAHO de Laon. Il permettra non seulement d'améliorer les conditions d'apprentissage et d'accueil, mais également de garantir l'accessibilité pour tous les utilisateurs. Grâce à ces transformations, le restaurant d'application pourra devenir un véritable outil pédagogique au service des alternants et des clients.

## ARTICLE 3. INTERVENANTS

---

### 3.1. Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le pouvoir adjudicateur pour le compte de laquelle les prestations sont exécutées.

Le maître d'ouvrage est la Chambre de Commerce et d'Industrie Hauts-de-France dont le siège social est :

**CCI de région HAUTS-DE-FRANCE**  
**299 BOULEVARD DE LEEDS**  
**CS 90028**  
**59031 LILLE CEDEX**

Toute personne désignée par le Président de la CCI pour le représenter est chargée de suivre l'exécution des prestations du présent marché. Elle reçoit du Titulaire les pièces concrétisant l'avancement des prestations, ainsi que les documents permettant le règlement des prestations.

### 3.2. Titulaire

Le maître d'œuvre est désigné dans ce C.C.P par les termes « le Titulaire ».

Le Titulaire du marché indique dans son mémoire technique, les profils, qualifications requises et coordonnées de la personne pressentie pour suivre la réalisation des prestations. Cette personne (interlocuteur privilégié) est capable de superviser et coordonner l'ensemble des missions de réalisation et d'assurer avec la CCI le suivi administratif et financier du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.3. « Conduite des prestations par une personne nommément désignée » du C.C.A.G.-MOE, lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le maître d'œuvre doit :

- en aviser, sans délai, le maître d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au maître d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, le curriculum vitae dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le maître d'œuvre est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage, si celui-ci ne le refuse pas dans le délai de 30 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le maître d'œuvre ou en cas de récusation des remplaçants par le maître d'ouvrage, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 28.

Le Titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement.

Par ailleurs, le maître d'œuvre est tenu de communiquer à la CCI toutes les modifications portant sur sa situation juridique, économique et fonctionnelle.

### 3.3. Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

### 3.4. Bureau de contrôle

Un bureau de contrôle sera désigné par le maître d'ouvrage, pour les travaux.

### 3.5. Coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé (C.S.P.S)

Le chantier est soumis aux dispositions du code du travail applicable aux opérations de génie civil, et à ses textes d'application.

Le cas échéant, dans le cadre de l'exécution, le maître d'ouvrage sera assisté d'un C.S.P.S. pour les phases de conception et de réalisation de l'opération, objet du présent marché, selon le classement de l'opération.

Dans ce cas, l'identité du C.S.P.S. sera communiquée au titulaire dès qu'il aura été désigné par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre doit fournir au coordonnateur toutes les informations ou documents nécessaires à la mission de celui-ci et tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du C.S.P.S., que le maître d'ouvrage lui aura notifié pour l'exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

Le titulaire devra faciliter, sans aucune restriction, la mission du coordonnateur de sécurité. A cette fin, sans que les stipulations suivantes se substituent à celles précisées dans les éléments de mission définis dans le présent document, et sans que la liste suivante soit exhaustive, le titulaire devra :

- A. De manière générale :
- informer le coordonnateur de toutes les réunions d'études ou de concertation ;
  - faire tenir copie au coordonnateur de tous documents élaborés par le titulaire ;
  - signer sans délai le registre journal sur simple demande du coordonnateur ;
- B. En phase conception :
- intégrer dans le projet toutes dispositions constructives appliquant les principes généraux de prévention et limitant les risques tant lors de la construction que lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage.
- C. En phase réalisation :
- participer aux réunions de sécurité organisées par le coordonnateur ;
  - notifier aux entreprises par ordre de service toutes dispositions arrêtées avec le coordonnateur et relatives à une observation consignée sur le registre journal.

Dans le cas où la mise en œuvre des principes définis ci-dessus entraînerait de graves difficultés, le titulaire informera sans délai le maître de l'ouvrage qui prendra les dispositions nécessaires.

## **ARTICLE 4. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **4.1. Pièces particulières**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – MOE du 30 mars 2021, les pièces constitutives du marché et par ordre de priorité sont les suivantes :

- Acte d'Engagement et son annexe financière : Décomposition du forfait de rémunération
- Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) du 30 mars 2021
- Les éventuels avenants
- Offre technique du titulaire

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

### **4.2. Pièces générales**

Par ailleurs, le titulaire doit respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur, et notamment :

- ✓ Le Code de la commande publique en vigueur au 1er avril 2019 intégrant notamment les dispositions de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, et ses textes d'application, notamment :
  - Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 modifié relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé,
  - L'arrêté du 21 décembre 1993 (J.O. du 13 janvier 1994) précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;

- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Maîtrise d'œuvre (C.C.A.G.-MOE) en vigueur ;
- ✓ Le Code du travail ;
- ✓ Ainsi que l'ensemble des normes citées dans le Dossier de Consultation et normes en vigueur.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Les pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

### 4.3. Procédure de passation

Conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique, ce marché est passé selon une procédure adaptée.

Il s'agit d'un marché public de maîtrise d'œuvre conformément à l'article R2172-1 dudit code.

Le montant du marché est le forfait provisoire reporté à l'acte d'engagement.

### 4.4. Décomposition du marché

Le marché public n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés serait très contraignante d'un point de vue technique et rendrait l'exécution des prestations plus coûteuses.

Les prestations sont décomposées selon les phases définies comme suit :

<b>Phase 1</b> <b>Durée prévisionnelle : 3 mois</b>	<b>Elaboration – conception du projet dans son ensemble :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunions avec la MOA, BC, CSPS...</li> <li>• Etablissement du coût prévisionnel des travaux</li> <li>• Rédaction de l'Autorisation de Travaux</li> <li>• APS</li> <li>• APD</li> </ul>
<b>Phase 2</b> <b>Durée prévisionnelle : 9 mois</b>	<b>Missions de base</b> <b>PRO /DCE :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réunions sur site</li> <li>• Rédaction des CCTP et des pièces financières</li> <li>• Elaboration des pièces graphiques, planning, phasage</li> </ul> <b>ACT :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse et rédaction d'un tableau comparatif des offres reçues (critères d'évaluation à valider avec la MOA)</li> </ul> <b>VISA</b> <b>DET :</b>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maîtrise d'œuvre d'exécution, planification, pilotage, etc</li> <li>• Rédaction des comptes rendus et gestion administrative</li> </ul> <p><b>AOR :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Visites préparatoires aux opérations de réception</li> <li>• Levée de réserves et DOE</li> <li>• GPA</li> </ul>
--	---

Ces parties techniques sont successives et démarrent dans les conditions fixées à l'article 4.5 du présent CCP.

#### 4.5. Durée du marché et délais d'exécution des prestations

##### Durée du marché :

La durée du marché est fixée pour une durée de dix-huit (18) mois consécutifs à compter de sa notification au titulaire, sans qu'aucune reconduction ne soit prévue.

##### Délais d'exécution :

L'exécution de la phase 1 démarrera à la date de notification du marché public. L'exécution de la phase 2 démarrera à la date de validation de la phase qui la précède par l'acheteur.

**Prolongation des délais d'exécution des missions :** Les stipulations de l'article 15.3 du CCAG MOE sont applicables.

#### 4.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### 4.7. Prestations similaires

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du présent marché.

## ARTICLE 5. SOUS TRAITANCE ET COTRAITANCE

### 5.1. Sous-traitance

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

Il est fait stricte application des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et des articles L2193-1 à L2193-16 du C.C.P.

La sous-traitance s'entend comme l'opération par laquelle un entrepreneur confie sous sa responsabilité, à une autre personne appelée sous-traitant l'exécution de tout ou partie du contrat d'entreprise ou d'une partie du marché public conclu avec le maître d'ouvrage.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

Conformément aux dispositions de l'article 30.1.d) du C.C.A.G MOE, le fait de ne pas déclarer la sous-traitance en cours de marché est constitutif d'une faute ouvrant droit à la CCI de prononcer la résiliation du marché sur le fondement de cette faute du maître d'œuvre.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient le candidat fournit au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- ☞ Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
- ☞ RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC)
- ☞ fournir une attestation indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage, à chaque sous-traitant concerné.
- ☞ Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s)
- ☞ Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du maître d'œuvre.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

Conformément à l'article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

Les demandes d'agrément devront être présentées par les entreprises au maître d'ouvrage (en lettre recommandée avec accusé de réception) au moins 15 jours avant la date prévue de leur intervention sur le chantier.

Par dérogation à l'article 3.6.3 du C.C.A.G MOE, en cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100 € par jour de retard.

Il est rappelé que le titulaire reste responsable de la bonne exécution des prestations.

L'acte spécial (formulaire DC4 publié par le ministère de l'économie et des finances) devra être signé par le pouvoir adjudicateur, le sous-traitant, le titulaire, et par le mandataire en cas de groupement d'entreprises.

L'acte spécial indique :

- l'objet et le numéro du marché,
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du C.C.P.,
- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des acomptes,
- la date d'établissement de prix,
- les modalités de mise à jour des prix le cas échéant,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP, RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- ❶ La déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- ❷ Les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitant prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du C.C.P.;
- ❸ Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- ❹ Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile du sous-traitant.



⑤ L'exemplaire unique du marché délivré au titulaire lors de la notification de ce marché, accompagné le cas échéant des modifications apportées au contrat, ou l'attestation ou la mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance.

⑥ En cas d'acte spécial de sous-traitance modificatif, l'exemplaire unique de l'acte de sous-traitance antérieur délivré au sous-traitant.

## 5.2. Cotraitance

Le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la CCI.

## ARTICLE 6. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

---

### 6.1. Contenu et forme des prix

Le présent marché est un marché ordinaire conclu à prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement conformément à l'article R2112-6-2° du C.C.P. et selon les dispositions des articles R2432-6 et R2432-7 dudit code intégrant la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP), le décret d'application n°93-1270 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, et l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

Conformément aux dispositions de l'article R2112-15 du C.C.P., le présent marché de maîtrise d'œuvre est conclu à prix provisoires et selon les modalités exprimées dans le présent document et l'acte d'engagement.

### 6.2. Révision dans les prix

#### 6.2.1. Type de variation des prix

Le prix est révisable selon les modalités de variation définies à l'article 6.2.4 du CCP.

#### 6.2.2. Mois d'établissement des prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro » m0.

#### 6.2.3. Choix des index de référence

L'index de référence l choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du maître d'œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie (base 2010) publié sur le site de l'INSEE.

#### 6.2.4. Modalités de variation des prix

La révision prévue par l'article 5.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,15 + 0,85 \times I_m/I_0$$

dans laquelle :

I<sub>0</sub> est l'index Ingénierie du mois m0 Études (mois d'établissement du prix)

I<sub>m</sub> est l'index Ingénierie du mois m.

Ce mois m est déterminé comme suit :

a) Si la durée d'exécution de l'élément est inférieure ou égale à un mois :

- index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage ;

b) Si la durée d'exécution de l'élément est supérieure à un mois :

- moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement, le maître d'ouvrage doit procéder au paiement provisoire sur la base de la valeur révisée en fonction de la dernière situation économique connue

### 6.3. Variation provisoire

Il n'y aura pas de variation provisoire.

## ARTICLE 7. MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION DEFINITIF

---

### 7.1. Rémunération du maître d'œuvre

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre décomposée par les éléments de mission s'applique conformément à l'article R2432-6 du Code de la commande publique.

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est provisoire conformément aux dispositions de l'article R2432-7 du code de la commande publique.

Le forfait définitif est arrêté dès que le coût prévisionnel des travaux est établi. Celui-ci est défini à l'issue de la phase 1 « Etudes » dans les conditions de l'article 12 du présent CCP.

Avant le lancement de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre doit établir le coût prévisionnel des travaux qui, après acceptation du maître d'ouvrage, permettra de fixer son forfait définitif de rémunération par le biais de l'application de la clause de réexamen. L'avenant fixera, d'une part le forfait définitif de rémunération, d'autre part le coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter.

Ce forfait est exclusif de tout autre émoluments ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Pour passer de la rémunération provisoire à la rémunération définitive, les parties conviendront donc de modifier le marché conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique.

### 7.2. Dispositions diverses

Les taux de rémunération provisoire et définitif ont deux décimales. La deuxième décimale est arrondie en fonction de la valeur de la troisième décimale dans les conditions suivantes :

- si la troisième décimale est inférieure ou égale à cinq, la deuxième décimale est conservée,
- si la troisième décimale est supérieure à cinq, la deuxième décimale est majorée au centième supérieur.

### 7.3. Variation du forfait de rémunération

Le forfait provisoire et le définitif sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois des études figurant à l'acte d'engagement. L'avenant permettant de fixer le coût prévisionnel de l'ouvrage fixe le forfait définitif de rémunération. Il conviendra à la MOE de transmettre le coût définitif des travaux à la Direction des Achats via l'adresse mail : [achats@hautsdefrance.cci.fr](mailto:achats@hautsdefrance.cci.fr)

## ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

---

### 8.1. Avance

Conformément à l'article R 2191-7 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire si les conditions sont remplies sauf renoncement de ce dernier.

Le montant de l'avance est fixé à 5% de la somme égale à 12 fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, soit 18 dans le cas présent.

La répartition des avances en cas de cotraitance, se fait au prorata de la répartition des paiements.

Conformément à l'article R2191-11 du Code précité, le remboursement de l'avance commence lorsque le montant cumulé des demandes d'acomptes présentées, régie exclue, par le maître d'œuvre atteindra ou dépassera 65 % du montant initial toutes taxes comprises du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant initial toutes taxes comprises du marché conformément aux dispositions de l'article R2191-14 du Code précité.

Il s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Le précompte s'effectue après application de la clause de révision de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde. Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Il n'y aura pas de prime pour avance. Le montant de l'avance forfaitaire versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

### 8.2. Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques.

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

#### a. État périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'œuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

#### b. Projet de décompte périodique

Pour l'application des articles 11.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre envoie au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

### c. Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors TVA il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude

### d. Acomptes périodiques

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'œuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- 1° Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- 2° L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.2 du présent CCP sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente;
- 3° L'incidence de la TVA ;
- 4° Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre ;
- 5° le montant des pénalités éventuelles ;
- 6° le montant de l'acompte à verser.

Le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'œuvre, il joint le décompte modifié.

## 8.3. Délais de paiement

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

## 8.4. Solde

### 8.4.1. Décompte final

Après constatation de l'achèvement de sa mission, le maître d'œuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final qui reprend le forfait de rémunération définitif, le descriptif et le montant des prestations effectuées, la sommes des acomptes précédemment versés et le solde restant dû.

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b. la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage,
- c. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre en application du présent marché ;
- d. la rémunération en prix de base, hors TVA due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste (a) diminué des postes (b) et (c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

#### 8.4.2. Décompte général – Etat du solde

Le maître d'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final ci-dessus ;
- b. la récapitulation du montant des acomptes versés par le maître de l'ouvrage ;
- c. le montant, en prix de base hors TVA, du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et la somme des acomptes versés telle que résultant du décompte précédent,
- d. l'incidence de la révision des prix appliqués sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. l'incidence de la TVA ;
- f. l'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c, d. et e. ci-dessus ;
- g. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'œuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès acceptation par le maître d'œuvre, acceptation expresse écrite ou acceptation tacite résultant du silence pendant les 45 jours suivant la notification.

#### 8.5. Désignation de sous-traitant en cours de marché

Se référer à l'article 5.1 du présent CCP.

#### 8.6. Documents périodiques

En complément des documents visés à l'article 5.1 du CCP et ensuite tous les six mois jusqu'à la fin de l'intervention du sous-traitant, le titulaire fournira les documents suivants, datés et signés par le sous-traitant :

- a) Dans tous les cas :
  - Un courrier du sous-traitant, sur papier à en-tête, daté et signé et mentionnant tous les renseignements légaux ;
  - Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations ;
  - Une attestation sur l'honneur du dépôt, auprès de l'administration fiscale, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires.
- b) Si le sous-traitant emploie des salariés
  - L'attestation sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail ;
  - L'ensemble des renseignements visés à l'article D8254-2 (ou D8254-3) du code du travail en cas d'emploi de travailleurs étrangers.

Ces attestations seront établies sur le courrier visé au a) ci-dessus.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration et mentionne les pièces jointes.

## 8.7. Paiement direct des cotraitants

Dans le cas de cotraitants payés directement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des autres cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Dans le cas où un litige opposerait un cotraitant au mandataire sur les sommes dues, il est rappelé aux co-titulaires que le maître de l'ouvrage n'est pas compétent pour en connaître les motifs. Il appartiendra aux co-titulaires de régler leur différend entre eux, à l'amiable ou par tout autre moyen de droit privé.

## 8.8. Paiement des sous-traitants admis au paiement direct

Conformément aux articles R2193-10 à R2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché, par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'acheteur.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté celles des pièces justificatives ou des parties de pièces justificatives qu'il n'a pas expressément acceptées ou refusées.

Afin que le MOA puisse accepter les paiements, le titulaire devra fournir au maître de l'ouvrage les documents suivants :

- 1) La demande de paiement du sous-traitant revêtue de son acceptation totale ou partielle.
- 2) Un état détaillé des sommes dues mentionnant les points suivants :
  - références du marché
  - coordonnées du sous-traitant
  - référence de la facture du sous-traitant
  - période d'exécution des travaux sous-traités
  - ventilation des sommes dues en fonction des renseignements visés dans l'acte spécial
  - montant de la T.V.A.

En cas de désaccord sur le montant du paiement direct ou de refus du MOE, le paiement s'effectuera selon l'une des trois situations suivantes :

- 1) Le sous-traitant n'a pas adressé les documents au maître de l'ouvrage dans les formes prescrites aux articles précités: le paiement s'opère sur la base de l'acceptation du titulaire.
- 2) Le sous-traitant a adressé les documents au maître de l'ouvrage dans les formes prescrites aux articles précités mais le titulaire n'a pas adressé au maître de l'ouvrage une lettre recommandée avec avis de réception postale dans le délai de quinze jours décomptés de la réception de la facture du sous-traitant par le titulaire et dans laquelle il s'oppose en tout ou partie au paiement des sommes réclamées par le sous-traitant : le paiement s'opère sur la base de la demande de paiement du sous-traitant dans la limite des créances nées du marché public et du montant maximum mentionné à l'acte spécial.
- 3) Lorsque le sous-traitant a obtenu la preuve ou le récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande paiement dans les conditions fixées ci-dessus, ou qu'il dispose de l'avis postal attestant que le pli a bien été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire, le sous-traitant adresse sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée de la preuve (récépissé ou avis postal). L'acheteur adresse au titulaire une copie des factures produite par le sous-traitant.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant du groupement, l'acceptation de la somme à payer est conditionnée aux dispositions suivantes :

- 1) Seul le mandataire est habilité à transmettre les documents au maître de l'ouvrage et à former opposition au paiement direct.  
Le cotraitant qui signe les documents visés ci-dessus est celui qui a conclu le contrat de sous-traitance. Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également ces documents.

L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'ŒUVRE**

---

### **9.1. Dispositions générales**

#### **9.1.1. Obligations générales**

La mission du titulaire comprend :

- L'obligation générale de conseil inhérente à la fonction de maître d'œuvre ;
- Les dispositions à prendre en compte dans le domaine de la protection de la main-d'œuvre, des conditions de travail et de la lutte contre le travail clandestin ;
- La vigilance vis à vis de la sous-traitance irrégulière ;
- Le respect du droit des tiers.
- Vérifier en cas de retard, entre le délai prévisionnel et le délai effectif des travaux, si l'écart est dû du fait de l'entreprise (entraînant l'application de pénalités) ou d'un tiers (entraînant une décision de prolongation de délai d'exécution des travaux).

#### **9.1.2. Réception des documents d'études**

Par dérogation à l'article 20.4.2 du C.C.A.G.-MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

#### **9.1.3. Délais d'exécution et délais d'approbation tacite**

Par dérogation à l'article 15.1 du C.C.A.G MOE, l'exécution de la phase 1 commencera à la date de notification du marché public. L'exécution de la phase 2 commencera à la date de validation de la phase qui la précède par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 20.5 du C.C.A.G MOE, le maître de l'ouvrage n'aviser pas le maître d'œuvre de la date des vérifications. Le maître de l'ouvrage est considéré avoir tacitement accepté le contenu des documents transmis par le maître d'œuvre à l'expiration des délais mentionnés à l'article 10.2.3.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception ou la signature du récépissé du document par le maître de l'ouvrage.

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose des mêmes délais pour donner son avis sur les documents modificatifs.

## **9.2. Registre de sécurité et réunion**

### **a) Registre de sécurité**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, est répertorié historiquement par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui, et le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement.

Ce registre est tenu à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur comme de tous les intervenants autorisés et remis au plus tard au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

## b) Compte rendu réunion de chantier

Le MOE se doit de réaliser le compte rendu des réunions de chantier et de l'envoyer à chaque entreprise.

## ARTICLE 10. PHASE « ETUDES » - DELAIS

### 10.1. Délais d'établissement des documents d'études (établis après conclusion du marché)

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er élément : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- DOE : date de réception des travaux

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, en cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'œuvre encourt les pénalités prévues à l'article 25 du présent CCP.

### 10.2. Réception des documents d'études

#### 10.2.1. Présentation des documents

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG MOE, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

#### 10.2.2. Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires à fournir. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Éléments de la mission	Support	Nombre d'exemplaires
Etudes diagnostic	Papier et Informatique	1 original reproductible et 3 exemplaires papier + fichiers informatiques
Assistance pour la passation des contrats de travaux	Papier et Informatique	1 original reproductible et 2 exemplaires papier + fichiers informatiques
Examen de conformité-visa	Papier et Informatique	1 original reproductible et 2 exemplaires papier + fichiers informatiques
Direction de l'exécution du contrat de travaux	Papier et Informatique	1 original reproductible et 2 exemplaires papier + fichiers informatiques
Assistance lors des opérations de réception	Papier et Informatique	1 original reproductible et 3 exemplaires papier

#### 10.2.3. Délais

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG MOE, la décision par le maître d'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :



Phase 1 – Etudes	Durée en semaines
APS	2
APD	2
Rédaction de l'Autorisation de Travaux	2

Phase 2 – Missions de base	Durée en semaines
PRO-DCE	2
ACT-ANALYSE	1
VISA	1
DET	12
AOR	8

Les délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 21 du CCAG MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **ARTICLE 11. PHASE TRAVAUX – RECEPTION DES TRAVAUX**

---

Des réunions de coordination seront réalisées entre le MOA et le MOE. Le MOA aura en charge la rédaction du compte rendu de ces réunions et de le transmettre au MOE.

Le MOE devra alors appliquer en réunion de chantier ce qui a été convenu avec le MOA en réunion de coordination.

### **11.1. Phase travaux**

#### **11.1.1. Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

##### **11.1.1.1. Délai d'intervention du maître d'œuvre**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 12 du CCAG applicable aux marchés de travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par le titulaire et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre-récépissé.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire. Il transmet au maître d'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie au titulaire par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par le titulaire a été modifié.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte mensuel du titulaire et d'établissement de l'état d'acompte est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

#### *11.1.1.2. Retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels*

##### **a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention**

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances, les pénalités indiquées à l'article 25 du CCP.

##### **b) Réalisation des prestations aux frais du maître d'œuvre défaillant**

La personne publique contractante se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

#### *11.1.1.3. Preuve de la transmission du projet de décompte mensuel*

Si l'entreprise transmet son projet de décompte à date certaine, la preuve de cette transmission sera obligatoirement jointe aux décomptes mensuels transmis au maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, le maître d'œuvre certifiera sur l'honneur sur le décompte mensuel la date à laquelle il a reçu le projet de décompte de l'entreprise. Le non-respect de ces dispositions est sanctionné d'une pénalité prévue à l'article 25 du présent CCP.

#### **11.1.2. Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur**

##### *11.1.2.1. Délai d'intervention du maître d'œuvre*

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par le titulaire conformément au marché de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre-récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux le décompte général.

Le délai d'intervention du maître d'œuvre pour vérifier le projet de décompte final de l'entrepreneur et l'établissement de l'état d'acompte est fixé à 10 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Conformément au Décret N° 2002-232 du 21 Février 2002, ce délai compris dans le délai global de paiement ne pourra excéder 15 jours. De plus, le maître d'œuvre est tenu de faire figurer dans l'état qu'il transmet à la personne publique contractante en vue du règlement, la date de réception ou de remise de la demande de paiement de l'entreprise.

##### *11.1.2.2. Retard dans la vérification du projet de décompte final*

##### **a) Pénalités encourues du fait de l'inobservation du délai maximal d'intervention**

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'œuvre encourt, sur ses créances les pénalités indiquées à l'article 23 du CCP.

##### **b) Réalisation des prestations aux frais du maître d'œuvre défaillant**

La personne publique contractante se réserve la faculté d'effectuer ou de faire effectuer, après mise en demeure, les prestations aux frais du défaillant.

## 11.2. Opérations relatives à la réception : opérations préalables à la réception

Les obligations du titulaire sont définies conjointement par l'arrêté du 21/12/93 et le C.C.A.G. Travaux sous réserve des dispositions suivantes

### 11.2.1. Opérations préalables à la réception

Si, à l'achèvement du délai d'exécution contractuel des travaux, ceux-ci sont en mesure d'être réceptionnés et si l'entreprise n'a pas adressé la demande visée à l'article 41.1 du C.C.A.G. Travaux., le titulaire notifie la convocation à l'entreprise après concertation avec le maître de l'ouvrage.

En cas de non-information du maître d'ouvrage de la date des opérations préalables, le titulaire encourt la pénalité indiquée à l'article 25 du présent CCP.

### 11.2.2. PV des opérations préalables et proposition du titulaire au maître de l'ouvrage

Le délai de transmission de ces documents est de 5 jours à compter du jour des opérations préalables à la réception.

En cas de retard dans la transmission du PV, le titulaire encourt la pénalité indiquée à l'article 25 du présent CCP.

## **ARTICLE 12. COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

---

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération,
- des frais éventuels de contrôle technique, de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et d'ordonnancement pilotage de chantier

Le présent marché est conclu sur la base du coût prévisionnel provisoire des travaux égal à l'enveloppe financière que le maître d'ouvrage a précisé dans la décomposition du forfait de rémunération ou à défaut dans le programme.

Le coût prévisionnel des travaux sera arrêté par le maître de l'ouvrage sur la base de l'estimation prévisionnelle établie par le maître d'œuvre à l'issue des études de projet définitif et après examen contradictoire des documents d'étude.

En cas de désaccord sur le coût, le maître d'œuvre devra faire connaître au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception postée au plus tard 10 jours calendaires suivant la communication du coût prévisionnel par le Maître de l'Ouvrage :

- s'il décide de résilier le contrat en renonçant à tous ses droits et sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité,
- ou s'il exécute le marché aux termes et conditions prévus en se réservant seulement de démontrer devant un juge, l'abus du Maître d'Ouvrage dans la fixation du coût prévisionnel définitif.

Faute de décision notifiée comme il est indiqué et dans le délai imparti, l'accord du Maître d'œuvre est réputé acquis.

Dès qu'il est approuvé par le Maître d'Ouvrage ou, et en tout état de cause, à l'expiration du délai visé au présent article, le coût prévisionnel se substitue au coût prévisionnel provisoire pour toutes les fins du présent marché.

## **ARTICLE 13. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

---

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo (mo Études) fixé par l'acte d'engagement.

## **ARTICLE 14. TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX**

---

Conformément à l'article R2432-2 du Code de la commande publique, le coût prévisionnel des travaux est assorti d'un taux de tolérance de 5 %, jusqu'au résultat de la mise en compétition relative à la passation des contrats de travaux.

L'avancement des études permet au maître d'œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le maître d'ouvrage lui demande.

Conformément à l'article R 2432-3 du Code de la commande publique, en cas de dépassement du seuil de tolérance des 5% lors de la réception des offres, le maître d'ouvrage peut demander au maître d'œuvre d'adapter ses études, sans rémunération supplémentaire.

Le maître d'œuvre a l'obligation de les adapter ou de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises si besoin ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant la demande.

En cas de retard dans la remise de ses propositions, le maître d'œuvre encourt une pénalité de 500 € euros par jour calendaire de retard.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

## **ARTICLE 15. COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

---

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet.

Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter ce coût de réalisation des travaux qui sera notifié aux entreprises retenues.

Le maître d'œuvre est réputé avoir prévu, dans les documents ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

## **ARTICLE 16. CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT**

---

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

## **ARTICLE 17. TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX**

---

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance de 3,00 %.

Le coût constaté déterminé par le maître de l'ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, commandes hors marchés intervenus pour la réalisation de l'ouvrage et hors révisions de prix.

Si ce coût constaté est supérieur au seuil de tolérance indiqué ci-dessus, conformément à l'article R2432-4 du Code de la commande publique, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite. La réduction ne pourra pas dépasser les 15% de la rémunération du maître d'œuvre correspondant aux éléments de missions postérieurs à l'attribution des marchés publics de travaux.

## **ARTICLE 18. MESURES CONSERVATOIRES**

---

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître d'ouvrage (par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA et AOR).

## **ARTICLE 19. SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX**

---

La direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

## **ARTICLE 20. UTILISATION DES RESULTATS**

---

Les résultats sont définis à l'article 22.1 du CCAG-MOE. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 24.1 du CCAG-MOE.

## **ARTICLE 21. ARRET ET ACHEVEMENT DE LA MISSION**

---

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de la phase 1 « Etudes » ou au terme de la phase 2 « Missions de base » sans indemnité.

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de "Garantie de parfait achèvement" relative au marché de travaux ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 21 du CCAG MOE et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

## ARTICLE 22. RESILIATION

---

### 22.1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

La personne publique peut résilier le marché en dehors de tout tort susceptible d'être porté à l'encontre du Maître d'œuvre et en dehors de l'article 27 du CCAG MOE, conformément à l'article 32 du CCAG MOE.

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du maître d'œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu au 4° de l'article 32.2.2 du CCAG MOE est fixé à 2%.

Conformément à l'article 31 du CCAG MOE, le marché pourra être résilié pour motif d'intérêt général.

En complément de ces articles, en cas de non-respect par le titulaire de ses obligations contractuelles telles que définies par le présent marché, le pouvoir adjudicateur pourra procéder à sa résiliation pour faute du titulaire. Il sera alors fait application de la procédure définie à l'article 30 du CCAG MOE.

### 22.2. Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre ou cas particuliers

La personne publique peut résilier le marché selon les dispositions des articles 27, 28, 29, 30, 32, 33 et 34 du CCAG MOE avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 28 et 30 du CCAG MOE, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (art. 28.1 du CCAG MOE), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG MOE, le marché pourra être résilié sans tort du titulaire dans le cas où le maître d'œuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé au présent CCAP ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel. Les prestations déjà effectuées sont réglées sans abattement.

Conformément à l'article 5.2.3 du CCAG MOE, en cas de manquement, par le maître d'œuvre ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 30 du CCAG MOE.

## ARTICLE 23. CLAUSES DIVERSES

---

### 23.1. Conduites des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG MOE sont applicables.

En conséquence, les articles du CCAG MOE traitant de la résiliation aux torts du titulaire (art 30) et les autres cas de résiliation (art 28) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

## 23.2. Assurances

Le maître d'œuvre (contractant unique ou cotraitant d'un groupement) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels, causés au Maître d'ouvrage ou aux tiers au contrat.

Le maître d'œuvre est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance désigné à l'acte d'engagement.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil.

Le maître d'œuvre devra fournir, avant notification de son marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération et la durée du marché.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police supplémentaire si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

Le maître d'œuvre intervenant sur la conception et le suivi de travaux sur un port de pêche, la durée prévisionnelle des travaux, après accord entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, devra être impérativement respectée sous peine de pénaliser gravement le fonctionnement du port. A ce titre le maître d'œuvre indiquera le montant annuel prévu dans le cadre de son assurance pour les dommages immatériels (privation de jouissance) et la garantie erreur sans désordre.

A titre indicatif, sans considérer cette liste comme exhaustive, les dommages immatériels peuvent couvrir des pertes d'exploitation des entreprises du port et de la CCI, les frais des armateurs (pénalités de déchargement, chargements, surestaries, les frais de port de substitution etc.), la garantie erreur un défaut de conception impliquant durant les travaux le dépassement du délai et une augmentation du montant des travaux.

En cas de besoin, le maître d'ouvrage pourra prévoir, en accord avec les intervenants concernés, la mise en place d'une assurance Tous Risques Chantier.

## 23.3. Obligations sociales et fiscales

Le titulaire du marché devra présenter des déclarations sur l'honneur attestant du respect de ses obligations fiscales et sociales, tous les six mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire, le titulaire devra présenter un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K bis) tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

## 23.4. Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie précisée ci-après. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision de réception.

Dimensionnement, conception et réalisation des ouvrages : 10 ans

## ARTICLE 24. SECURITE ET SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LES CHANTIERS

---

### 25.1. Principes généraux (SPS Niveau 2)

Le maître d'œuvre met en œuvre les principes généraux de prévention définis aux a, b, c, e, f et h du II de l'article L.230-2 du Code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désignés dans le présent CCP sous le nom de "coordonnateur S.P.S".

### 25.2. Autorité du coordonnateur S.P.S

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

### 25.3. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S

#### 1/ Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

#### 2/ Obligations du maître d'œuvre

- Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur S.P.S. :
  - \* tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
  - \* tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
  - \* la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
  - \* le calendrier détaillé d'exécution.
- Le maître d'œuvre informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.
- Le maître d'œuvre s'engage à :
  - \* fournir au coordonnateur S.P.S, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
  - \* respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre et qui sera annexé au présent CCP.
- Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur S.P.S. et intègre son avis dans le rapport d'analyse des offres.
- Le maître d'œuvre vise toutes les observations consignées par le coordonnateur S.P.S. dans le registre journal de la coordination.
- Démarrage des travaux



Le maître d'œuvre devra impérativement notifier le début de la période de préparation et le démarrage des travaux par deux ordres de service distincts.

Le maître d'œuvre ne pourra notifier l'ordre de démarrage des travaux que lorsqu'il aura été informé par le coordonnateur S.P.S. de l'intégration du/des plan(s) particulier(s) de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

## **ARTICLE 25. PENALITES**

---

Les pénalités définies dans le présent article s'appliquent par dérogation aux articles 16.2.1 et 16.2.3 du CCAG MOE et dès le premier euro.

### **25.1. Retard dans la présentation des documents d'études**

En cas de retard dans la présentation des documents d'étude établis après la conclusion du marché, le maître d'œuvre encourt des pénalités par jour de retard, dont le montant est fixé à :

- Etude de diagnostic : 100 €
- VISA : 100 €
- Établissement du DCE : 100 €
- Rapport d'analyse : 100 €
- Dossier des ouvrages exécutés : 100 €

### **25.2. Carence dans la délivrance des ordres de service**

En cas de carence constatée du maître d'œuvre dans la délivrance des ordres de service, le titulaire encourt une pénalité de 400 € par jour de retard.

### **25.3. Retard dans la vérification des projets de décomptes mensuels**

Si le délai maximum fixé au CCP n'est pas respecté, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/1 000 du montant en prix de base HT de l'acompte de travaux correspondant, par jour calendaire de retard (y compris les dimanches et jours fériés).

### **25.4. Manquement à l'obligation relative à la preuve de la transmission du projet de décompte mensuel**

En cas de non-respect des obligations relative à la preuve de la transmission du projet de décompte mensuels, le titulaire encourt une pénalité de 200 euros par décompte non conforme.

### **25.5. Retard dans la vérification des projets de décomptes finaux des entreprises**

En cas de retard dans la vérification du décompte final par rapport aux délais énoncés dans le présent CCP, le titulaire encourt des pénalités d'un montant TTC égal à 1/1 000 du montant du décompte général, par jour calendaire de retard (y compris les dimanches et jours fériés).

### **25.6. Information du maitre d'ouvrage de la date des opérations préalables**

Si l'entreprise n'a pas informé le maître d'ouvrage de la date des opérations préalables avant de convoquer l'entreprise conformément au CCP, le titulaire encourt une pénalité de 400 €.

## 25.7. Retard dans la transmission du PV des opérations préalables et de la proposition du titulaire du maître de l'ouvrage

En cas de retard dans la transmission du PV par rapport au délai indiqué au présent CCP, le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 €.

## 25.8. Coût constaté supérieur au seuil de tolérance coût de réalisation des travaux

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini au présent CCP, le titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération t des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

## 25.9. Absence à une réunion de chantier

En cas d'absence injustifiée à une réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

## ARTICLE 26. INSTANCE COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Si des difficultés surviennent à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, l'entité adjudicatrice et le titulaire auront recours à une conciliation préalablement à toute instance judiciaire.

La juridiction compétente pour régler tout différend ou incident relatif au présent marché est le tribunal administratif de Lille :

**Tribunal Administratif de Lille**  
**5 rue Geoffroy Saint-Hilaire**  
**CS 62039**  
**59014 Lille Cedex**  
**Tél. : 03 59 54 23 42**  
**Fax : 03 59 54 24 45**

## ARTICLE 27. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3.2	3.4.3
4.1	4.1
5.1	3.6.3
9.1.2	20.4.2
9.1.3	15.1 et 20.5

10.1	16.2
10.2.1	20.4.2
10.2.3	20.2
22.2	30
25	16.2.1 et 16.2.3